

Les mains propres

Transparency International (TI) a été créée en 1993 par l'Allemand Peter Eigen, ex-cadre de la Banque mondiale, afin de (comme le formule le site Internet de TI) « raise awareness and diminish apathy and tolerance of corruption, and devise and implement practical actions to address it ».

Aujourd'hui, TI compte plus de 90 sections nationales. L'organisation est surtout connue pour la publication annuelle de l'Indice de perception de la corruption (IPC) qui, depuis 1995, classe les pays en fonction du degré de corruption « ressentie » par la population envers les administrations et les hommes politiques. Il s'agit donc plus d'une question de perception que d'une méthode basée sur des faits. TI s'en explique : « Over time, perceptions have proved to be a reliable estimate of corruption. Measuring scandals, investigations or prosecutions, while offering 'non-perception' data, reflects less on the prevalence of corruption in a country and more on other factors, such as freedom of the press or the efficiency of the judicial system. » Selon cet indice, la Nouvelle-Zélande, le Danemark et la Finlande seraient les trois pays les moins corrompus tandis que la Corée du Nord, la Somalie et la Birmanie se retrouvent en bas de la liste (le Luxembourg se situerait à la 11^e place entre le Canada et Hong-Kong).

TI est parfois critiquée¹ pour sa proximité personnelle et financière avec des grandes entreprises industrielles américaines et allemandes ainsi qu'avec des groupes de lobbying pro-business. Daimler, Lufthansa, Hochtief et BASF comptent ainsi parmi ses « membres personnes-morales » (qui s'engagent à « ne pas participer sciemment, de façon directe ou indirecte, à tout acte de corruption »), tandis que Lockheed, Boeing, IBM, General Motors, Exxon, General Electric, Texaco, ExxoMobil et Shell comptent parmi ses donateurs. Ceci pose la question des liens de dépendance : les entreprises-membres dépendent-elles de TI pour sauvegarder leur réputation ou serait-ce TI qui dépend des entreprises pour assurer son financement ? Probablement un peu des deux. Le fondateur de TI semble en tout cas ne pas y voir de contradiction. Ainsi, il décrit la génération des fondateurs de TI comme un groupe de vieux messieurs respectables et, surtout, pragmatiques : « Wir waren alle keine langhaarigen Weltverbesserer oder Revolutionäre in zerrissenen Jeans, sondern gestandene Professionelle, Anwälte, Politiker und Bankmanager. Wir hatten auch nicht vor, uns an Werkto-

zu ketten oder in Schlauchbooten vor Ölbohrinseln zu kreuzen. Im Gegenteil: Von Anfang an wollten wir uns mit den traditionellen Akteuren dieser korrupten Welt an einen Tisch setzen und gemeinsame Lösungen finden. Wir wollten das System der Korruption anprangern, nicht diejenigen, die durch jahrelange Praxis im Kreislauf der Bestechung gefangen waren. »²

Reste que depuis qu'un scandale de corruption massive chez Siemens (membre de TI depuis 1998) en 2004 puis, à nouveau, en 2006 a ébranlé l'industrie allemande, TI semble être devenue plus critique à l'égard des acteurs économiques. Ainsi, TI a retiré le statut de membre à Siemens fin 2006 et, récemment encore, a accusé 57 firmes allemandes (dont Siemens et Daimler Chrysler) d'avoir versé des pots de vin à des responsables irakiens pour s'attribuer des marchés dans le cadre du programme « Food for Oil ».

Transparency International Luxembourg (TI-L) a été fondée en 2009 sous le nom de « Association Pour la Promotion de la Transparence a.s.b.l. », par des avocats à la Cour et un réviseur d'entreprises. En 2010, l'ASBL a été acceptée comme chapitre luxembourgeois de l'organisation Transparency International. En 2011, TI-L a lancé une *hotline* anticorruption qui peut être jointe respectivement via le numéro de téléphone 26 38 99 29 et via le site Internet www.corruption.lu. ♦

¹ En mai 2001, Bernard Cassen s'était ainsi interrogé sur « la portée réelle des multiples initiatives internationales contre la corruption et sur les véritables motivations de leurs inspireurs, à l'avant-garde desquels se trouvent les Etats-Unis » et décrivait TI comme une sorte de bras médiatique du projet néolibéral : « la diplomatie américaine canalise [...] l'indignation que suscite la corruption au service des intérêts de ses grands groupes nationaux en désarmant leurs concurrents commerciaux [...] Au-delà des discours moralisateurs, l'objectif est de faire de la lutte contre des pratiques délictueuses le fer de lance d'un projet beaucoup plus vaste : l'imposition de leur modèle aux pays en voie de développement ou en "transition" [...]. » (Bernard Cassen, « Les arrières-pensées dans la lutte anticorruption », *Le Monde diplomatique*, mai 2001)

² Peter Eigen, *Das Netz der Korruption: Wie eine weltweite Bewegung gegen Bestechung kämpft*, Campus Verlag, 2003, p. 15